

# HORIZON VOSTOK Veille agroalimentaire Russie/CEI Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjikistan

Une publication du Service économique régional de Moscou

Avril 2024

## SOMMAIRE

Produits russes et biélorusses interdits à l'importation en Lettonie .....	2	Point sur les céréales en Russie.....	6
Impact de la crise de la mer Rouge pour le marché alimentaire russe .....	2	Point sur les semences en Russie.....	7
Le Royaume-Uni ne pourra plus pêcher dans la mer de Barents .....	2	Point sur le vin en Russie.....	8
L'UE envisage d'imposer des droits de douane sur les céréales russes .....	2	Point sur le petfood en Russie .....	9
Réactions russes au projet UE d'augmenter des droits de douane.....	3	Point sur les engrais en Russie.....	10
Nouveau ministre de l'économie en Arménie.....	3	Danone retire de l'administration provisoire en vue de la vente.....	10
Interdiction biélorusse sur les importations de produits lituaniens .....	3	La Russie : quatrième pays- exportateur de produits agroalimentaires.....	10
La Biélorussie demande à l'OMC de revoir la procédure d'adhésion .....	3	Le ministère de l'agriculture propose d'interdire les exportations de sucre .....	11
Exportations russes de viande de porc vers l'Inde .....	3	Soutien aux entreprises agroalimentaires de Belgorod .....	11
Augmentation de stocks de céréales dans le fonds d'intervention en Russie.....	4	Le Kazakhstan exporte du nitrate d'ammonium via le port de Batumi.....	11
En 2023, Auchan a divisé par 10 son bénéfice net en Russie.....	4	Le marché céréalier du Kazakhstan se trouve dans une impasse .....	11
Kraft Heinz vend une partie de ses activités en Russie .....	4	Le Kazakhstan va étendre l'interdiction des importations de blé russe.....	11
Vente des actifs russes de Danone à des investisseurs locaux .....	4	Le Kazakhstan a importé près de 2 MT de blé russe en 2023.....	11
Augmentation de droits d'importation sur les fleurs..	4	Mesures visant à développer la production de semences au Kazakhstan.....	12
Don de l'ONU pour les zones rurales du Kirghizstan ..	4	Contrôle des prix à l'exportation des fruits et légumes en Ouzbékistan.....	12
Certificat GMP pour les médicaments vétérinaires importés en Russie .....	5	Achat des semences certifiées en 2024 au Kirghizstan .....	12
Contrôles vétérinaires à la frontière par des douaniers en Russie .....	5	Production du biogaz dans le pays au Tadjikistan.....	12
L'importation de bovins reproducteurs, de semences et d'embryons.....	5	Les ministres de l'agriculture à l'Organisation des États turcs.....	13
Simplification de la procédure des médicaments vétérinaires.....	5	Mission commerciale russe de producteurs en Arménie.....	13
		Coopération agricole entre l'Ouzbékistan et la Biélorussie.....	13

## Politiques agricoles, environnementales, infrastructures

### Produits russes et biélorusses interdits à l'importation en Lettonie

*Kommersant-06/03/2024.* Les autorités lettones ont approuvé une liste de produits d'origine végétale et animale interdits à l'importation en provenance de Russie et de Biélorussie. L'interdiction concerne le blé, le seigle, l'orge, l'avoine, le maïs, le riz, le sorgho et le sarrasin. Elle s'applique également aux pommes de terre, aux tomates, aux concombres, aux oignons, à l'ail, aux choux, aux carottes, aux betteraves, aux navets, aux radis et à d'autres légumes. En outre, les pommes, poires, ananas, mangues, agrumes, raisins, melons, pastèques, abricots, prunes, pêches, ainsi que d'autres fruits et baies sous forme fraîche, congelée, séchée ou en conserve ne seront pas autorisés à être livrés à la Lettonie en provenance de Russie et de Biélorussie. La liste comprend également les fruits à coque, les légumineuses, le poisson, les sous-produits de la viande, la farine, l'huile de palme et de coco, les graines de soja, les graines de coton, les graines de lin, le colza, les déchets de la production sucrière et les "résidus similaires". Ces restrictions entreront en vigueur le 8 mars. Les autorités chercheront également à limiter l'importation de marchandises d'origine russe et biélorusses en provenance de pays tiers.

### Impact de la crise de la mer Rouge pour le marché alimentaire russe

*Agroexpert.press-15/03/2024.* En 2024, le commerce mondial est freiné par des perturbations sur deux des principales voies maritimes. Selon un rapport du Fonds monétaire international (FMI), en janvier-février 2024, le volume des échanges par le canal de Suez a diminué de 50 % par rapport à l'année précédente, et par le canal de Panama de près d'un tiers. À cet égard, la détérioration de la situation du transport maritime en mer Rouge, qui pose des problèmes logistiques aux fournisseurs de céréales et de l'huile végétale de l'Asie, contribue à l'augmentation des coûts de transport par le biais de l'augmentation des coûts de fret. Les prix augmenteront donc pour les acheteurs en Asie, mais il est peu probable que les prix pour les vendeurs changent radicalement. Les produits de la pêche d'Asie et de l'Extrême-Orient russe sont également expédiés vers l'Europe via la mer Rouge. La situation en mer Rouge et l'augmentation des coûts logistiques qui en résulte pourraient soit augmenter le coût des produits de la pêche russes et asiatiques pour les consommateurs européens, soit réduire la rentabilité de certains types de produits de la pêche lorsqu'ils sont fournis à l'UE. Par ailleurs, la situation concerne le thé et le café. Les principaux fournisseurs de matières premières pour le thé sont l'Inde, le Sri Lanka et le Kenya qui, ensemble, fournissent à la Russie 65 à 70 % du volume total de thé qui passe par la mer Rouge. Les principaux fournisseurs de café sont le Brésil et le Viêt Nam. Si la situation en mer Rouge s'éternise, le coût final du thé et du café sera également affecté.

### Le Royaume-Uni ne pourra plus pêcher dans la mer de Barents

*Vm.ru-17/03/2024.* Le 6 mars le Conseil de la Fédération a approuvé la loi sur la dénonciation de l'accord de pêche entre les gouvernements de l'URSS et de la Grande-Bretagne. Cet accord donnait le droit de pêcher aux Britanniques dans les eaux de la mer de Barents, le long de la côte de la péninsule de Kola, ainsi que le long de la côte de l'île de Kolguyev, ces préférences ayant été unilatéralement accordées aux pêcheurs britanniques. L'accord de pêche entre les gouvernements de l'URSS et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord avait été signé à Moscou le 25 mai 1956 et était entré en vigueur le 12 mars 1957.

### L'UE envisage d'imposer des droits de douane sur les céréales russes

*Kommersant-19/03/2024.* La Commission européenne imposera un droit de 95 EUR/ T sur les céréales en provenance de Russie et de Biélorussie dans les prochains jours, rapporte le Financial Times (FT). Un droit similaire sera imposé sur les graines oléagineuses et leurs produits transformés. La mesure est proposée dans un contexte de mécontentement des agriculteurs, qui sont favorables à l'interdiction des importations dans le pays et du transit vers l'UE des produits alimentaires en provenance de Russie et de Biélorussie. Les interlocuteurs du journal affirment que l'introduction de ce droit entraînera une augmentation de 50 % des prix des céréales et réduira la demande. Le FT note qu'en 2023, les importations de céréales de la Russie vers l'UE ont atteint le chiffre record de 4 millions de tonnes, ce qui représente environ 1 % de la consommation totale de l'UE. Le commissaire chargé du commerce, Valdis Dombrovskis, optera probablement pour des droits de douane plutôt que pour des sanctions, car cela ne nécessiterait pas l'approbation unanime des pays, comme c'est le cas pour les sanctions. Cette mesure permettrait aux produits de transiter par l'UE en direction de l'Afrique et de l'Asie. Après le sommet européen des 21 et 22 mars, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé la proposition de la CE d'augmenter les droits de douane sur les importations de produits céréaliers russes et biélorusses dans l'UE. Pourtant, tout en limitant les exportations agricoles russes vers l'UE, il ne faut pas oublier que l'UE exporte également ses produits agricoles vers la Russie,

a déclaré Janusz Wojciechowski, membre de la Commission européenne (CE) chargé de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture de l'UE n'ont pas encore commencé à discuter de la proposition de la Commission européenne d'imposer des droits "prohibitifs" sur les céréales en provenance de Russie et de Biélorussie, le sujet n'étant pas à l'ordre du jour de leur réunion de mardi 26/03 à Bruxelles, a déclaré à la presse le chef adjoint du gouvernement de la région méridionale de Belgique, la Wallonie, Willy Borsus, à son arrivée à la réunion. Auparavant, une source de la Commission européenne a déclaré que cette discussion se poursuivait à Bruxelles au niveau des ambassadeurs de l'UE au sein du Comité des représentants permanents. *NDLR : Selon Trademap, en 2023 l'UE a importé les céréales russes pour la valeur de 247,3 M EUR + les oléagineux russes pour la valeur de 52,2 M EUR. L'information en quantité n'est pas présentée. Selon une autre source d'information européenne, en 2023, l'UE a importé 1 485 000 T de Russie (maïs 485 000 T; blé dur 465 000 T; blé tendre 377 000 T). Les plus gros importateurs sont l'Italie, la Lettonie, l'Espagne et la Grèce. L'UE a également importé 1 286 000 T d'oléagineux de Russie (farine de tournesol 610 000 T; huile de colza 462 000 T; huile de soja 186 000 T). Les principaux importateurs sont la Lettonie, la France, la Lituanie, les Pays-Bas et l'Allemagne. Il serait facile de remplacer ces quantités par des produits originaires d'autres pays que la Russie.*

## Réactions russes au projet UE d'augmenter des droits de douane

*RBC-20/03/2024.* Selon l'Union russe des exportateurs de céréales, en 2023, les livraisons de céréales à l'UE s'élevaient à 1,5 MT : 818 000 T de blé, y compris la farine, 495 000 T de maïs, 132 000 T de seigle et 54 000 T d'orge. 1,5 MT de céréales représente un faible volume par rapport aux exportations totales de ces cultures en provenance de Russie (60 M T), et que les grandes entreprises russes ne sont pas engagées dans de telles livraisons. Selon lui, les volumes encore destinés à l'UE peuvent simplement être réorientés vers des marchés plus prometteurs au Moyen-Orient et en Afrique.



## Nouveau ministre de l'économie en Arménie

*Newsarmenian.am-05/03/2024.* Le 5 mars par décret du président arménien Vahagn Khachaturian, Gevorg Papoyan (Député du parti au pouvoir Accord civil) est nommé ministre de l'économie de l'Arménie qui est en charge de l'agriculture entre autres sujets.

## Interdiction biélorusse sur les importations de produits lituaniens

*Interfax-14/03/2024.* Le 1er avril, les contre-sanctions de Biélorussie à l'encontre de la Lituanie entreront en vigueur. Minsk a réagi aux « actions inamicales » en imposant une interdiction sur la fourniture d'un certain nombre de marchandises au pays, estimant que cela détruirait les chaînes logistiques et causerait de graves dommages aux entreprises lituaniennes. Vilnius a déclaré que Minsk avait ainsi imposé des sanctions contre ses propres consommateurs. Des experts indépendants estiment également que la Lituanie ne craint pas ces mesures. La liste des marchandises interdites par Minsk en provenance de Lituanie comprend des denrées alimentaires, des textiles et des appareils ménagers : lait et crème condensés, fruits et noix, café, jus de fruits, eau, vinaigre, collants, bas, chaussettes et autres articles de bonneterie, certains produits de construction, réfrigérateurs et congélateurs. Les interdictions sont en vigueur jusqu'en octobre 2024.

## La Biélorussie demande à l'OMC de revoir la procédure d'adhésion

*Interfax-28/02/2024.* Lors de la 13e conférence ministérielle de l'OMC à Abou Dhabi, la Biélorussie a exhorté l'Organisation mondiale du commerce à tenir compte de l'impact négatif des sanctions sur le commerce et à réexaminer la procédure d'adhésion de nouveaux membres. Auparavant, une version actualisée du plan d'action du gouvernement biélorusse pour la période allant jusqu'à 2025 a été publiée, dans laquelle il est fait état du refus d'abandonner à court terme les projets d'adhésion de la république à l'OMC.

## Politiques commerciales, propriété intellectuelle, échanges internationaux Exportations russes de viande de porc vers l'Inde

*Agroinvestor-11/03/2024.* En novembre 2023, l'Inde a importé de la viande de porc russe pour la première fois depuis mai 2020. Selon le service statistique indien, le pays a acheté 12 410 T de viande d'une valeur de 50 000 dollars. En novembre de l'année dernière, le volume total des importations de porc en Inde s'élevait à 330 000 USD, la part de la Russie dans les approvisionnements étant alors de 15 %. Avant cela, la dernière fois que le gouvernement indien a acheté de la viande de porc à la Russie

(25 670 T pour 90 000 USD), c'était en mai 2020. Les entreprises russes se préparent à commencer des livraisons massives de viande de porc à l'Inde, en tenant compte des exigences de la législation du pays. C'est ce qu'a annoncé Pavel Yudin, responsable des ventes à l'exportation chez Agroeko Holding, lors de la Foire internationale de l'alimentation et de l'hôtellerie à New Delhi. M. Yudin a indiqué que les représentants de la société ont tenu des réunions avec quatre importateurs clés de viande de porc et ont conclu des accords de coopération. M. Yudin a souligné que les exportations de porc vers l'Inde se développent activement. "Agroeko prévoit de commencer des livraisons mensuelles d'au moins 300 T.

## Augmentation de stocks de céréales dans le fonds d'intervention en Russie

*Government-15/03/2024.* Afin d'assurer une situation stable sur le marché des céréales et de maintenir le niveau de revenu des producteurs, des interventions d'achat de l'État seront organisées. Le Premier ministre Mikhail Mishustin a signé une loi d'allocation de 7 milliards RUB (70 M EUR) à cette fin.

## En 2023, Auchan a divisé par 10 son bénéfice net en Russie

*Interfax-19/03/2024.* Le détaillant Auchan en Russie en 2023 a diminué ses revenus de 4,7%. Les ventes ont également diminué, de 4,4 %. Le bénéfice brut pour l'année montre une baisse de 5,4 %. Auchan Retail Russia opère sur le marché russe depuis 2002. Depuis le début de l'année 2022, la division fonctionne de manière autonome. La société mère n'a pas reçu de dividendes de l'entité juridique russe, ni en 2023, ni en 2022.

## Kraft Heinz vend une partie de ses activités en Russie

*RBC-19/03/2024.* Le groupe Chernogolovka a finalisé une transaction pour acheter l'activité de la production d'aliments pour bébés appartenant à la société américaine Kraft Heinz. 2 usines d'aliments pour bébés situées à Ivanovo et Georgievsk (territoire de Stavropol') sont devenues sa propriété. Afin d'assurer une transition en douceur, la société continuera à fabriquer des produits sous la marque Heinz pendant 6 mois après la finalisation de la transaction.

## Vente des actifs russes de Danone à des investisseurs locaux

*Forbes-20/03/2024.* Un accord sur la vente de Health & Nutrition (ex-Danone Russie) à des investisseurs russes a été conclu, a déclaré une source proche de l'entreprise à Vedomosti. Elle a confirmé que Vamin Tatarstan, un producteur de produits laitiers prêts à consommer, et Yakub Zakriev, vice-président du gouvernement tchétchène et neveu du chef de la république Ramzan Kadyrov, qui a dirigé Health & Nutrition de juillet 2023 au 13 mars 2024, lorsque l'entreprise était sous la gestion temporaire de Rosimushchestvo, sont intéressés par l'actif. Les acheteurs vont payer l'actif à parts égales, c'est-à-dire 50%/50 %. Mais « sur le papier, c'est-à-dire officiellement, il est peu probable que la société soit divisée en deux », a-t-il ajouté. Vamin Tatarstan et Zakriev sont intéressés par les actifs de Danone en Russie, selon la source de Vedomosti proche du gouvernement russe. Ce dernier a également déclaré que la partie française devait faire une sérieuse concession aux acheteurs en ce qui concerne la valeur de l'actif. Le 22 mars le site de Danone a annoncé que l'autorisation nécessaire à la vente de ses activités en Russie à la SARL Vamin R de la part des autorités réglementaires russes a été reçue. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué, mais la société française a déclaré que sa perte totale s'élevait à 1,2 milliard EUR. La finalisation de cette transaction est attendue dans les prochaines semaines.

## Augmentation de droits d'importation sur les fleurs

*Interfax-20/03/2024.* Le ministère de l'agriculture soutient l'idée d'augmenter les droits d'importation sur les fleurs. La proposition a été faite des députés, qui a noté que les fleurs provenant d'États non-amicaux sont importées en Russie à un faible droit de 3 à 5 %, ce qui fait que la part de ces produits sur le marché dépasse 80 %. Les représentants de cette industrie soulignent la nécessité d'élaborer un programme de soutien gouvernemental visant à réduire la dépendance à l'égard des importations.

## Don de l'ONU pour les zones rurales du Kirghizstan

*News.on.org-15/03/2024.* Le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) soutiendra les habitants du Kirghizstan vivant dans des zones montagneuses isolées en créant des opportunités d'emploi et en développant des compétences dans des domaines liés à l'agriculture. Cette initiative a été rendue possible grâce à un financement de 3,5 M USD du gouvernement japonais. Selon l'ONU, près de 33 % des habitants kirghizes vivent dans la pauvreté et 7 % sont au bord de la pauvreté. 38 % de la population du pays n'a pas les moyens d'avoir une alimentation nutritive. Le financement du

Japon - partenaire de longue date de l'ONU en République kirghize - aidera à renforcer la résilience des communautés rurales et contribuera au développement du capital humain du pays.

## Politiques alimentaires et sanitaires

### Certificat GMP pour les médicaments vétérinaires importés en Russie

*Vetandlife-14/03/2024.* Le projet de loi propose de suspendre jusqu'au 1er janvier 2026 l'obligation pour les fabricants étrangers de médicaments vétérinaires de se conformer aux normes russes en matière de GMP. Depuis septembre 2023, les approvisionnements en médicaments d'importance critique en provenance de l'étranger ont pratiquement cessé. En outre, les principaux développeurs et fabricants nationaux reconnaissent leur incapacité à répondre aux besoins du marché dans les volumes et la nomenclature nécessaires dans les années à venir sans le soutien du gouvernement. Ces amendements à la loi n'ont pas été soutenus par le Conseil de la Fédération. L'annulation des GMP pour les fabricants étrangers ouvrira le marché russe à des médicaments de qualité douteuse et portera atteinte au développement des produits pharmaceutiques vétérinaires nationaux. La première lecture du projet de loi à la Douma d'Etat est prévue pour le mois de mai de cette année.

### Contrôles vétérinaires à la frontière par des douaniers en Russie

*Tass-19/03/2024.* La Douma d'Etat a adopté en première lecture un projet de loi autorisant le gouvernement russe à augmenter le nombre de points de passage frontaliers où les autorités douanières pourront effectuer des contrôles vétérinaires, phytosanitaires et sanitaires des produits végétaux et animaux importés de l'étranger. L'adoption des mesures susmentionnées pour réformer le système des postes de contrôle à la frontière de Russie vise à améliorer le contrôle public et à réduire les barrières administratives. Le transfert de compétences aux autorités douanières pour effectuer d'autres types de contrôles d'Etat permettra de les réaliser aux points de contrôle où les fonctionnaires de Rosselkhoznadzor et Rospotrebnadzor sont absents.

### L'importation de bovins reproducteurs, de semences et d'embryons

*Vetandlife-25/03/2024.* À partir du 1er septembre 2024, la plupart des dispositions de la loi qui introduit de nouvelles exigences pour l'importation d'animaux reproducteurs, de sperme et d'embryons en Russie entreront en vigueur. La fourniture de ces produits nécessitera un avis spécial, ainsi que les résultats d'une expertise en génétique moléculaire pour s'assurer que des maladies génétiques dangereuses ne sont pas introduites dans le pays avec le matériel de reproduction. Par ailleurs, les producteurs russes de produits de race affirment qu'il convient de réduire la dépendance à l'égard des importations pour assurer la sécurité alimentaire du pays. Les importations de produits de sélection diminuent. Si en 2022, environ 6,5 millions de doses de semences importées ont été importées en Russie, en 2023 - 3,5 millions de doses. Par contre, **la situation est plus compliquée en ce qui concerne la substitution des importations de la génétique aviaire.** Alors que le secteur de la viande dispose de son propre croisement national de poulets "Change 9", **il n'y a pas de croisement russe dans la production d'œufs. Les producteurs d'œufs achètent des troupeaux parents à l'étranger.** Il existe actuellement sur le marché mondial trois entreprises qui élèvent des volailles pour la production d'œufs. Il s'agit du groupe allemand EW (comprenant Lohmann Breeders, Hy-Line International, H&N International, Novogen), du groupe néerlandais Hendrix Genetics (comprenant Hisex, Dekalb et d'autres) et du groupe hongrois Bábolna TETRA. En outre, Bábolna TETRA n'est arrivé sur le marché russe qu'en 2023 et a l'intention d'augmenter le volume des importations de volailles de reproduction dans le pays.

### Simplification de la procédure des médicaments vétérinaires

*Eek.eaunion.org-14/03/2024.* Le Conseil d'administration de la Commission économique eurasienne a approuvé les amendements aux règles régissant la circulation des médicaments vétérinaires sur le territoire douanier de l'Union économique eurasienne. Ces modifications prévoient la simplification de la procédure d'enregistrement pour six groupes de médicaments vétérinaires (vitamines ; préparations antiparasitaires pour les animaux non productifs ; préparations d'origine végétale ; préparations antiseptiques ; préparations destinées à rétablir l'équilibre hydro-électrolytique dans l'organisme animal ; préparations contenant des minéraux comme substances actives). Selon les experts, cela réduira la charge financière des fabricants des médicaments vétérinaires listés, et donc le coût des médicaments. En outre, la charge administrative des organismes agréés des pays de l'UEEA sera réduite.

## Actualités Filières

### POINT SUR LES CEREALES EN RUSSIE

#### **Les exportations de céréales atteindraient 65 MT en 2023/2024**

*Tass.ru-05/03/2024.* Les exportations de céréales de la Russie pour la campagne agricole 2023/2024 (juillet-juin) pourraient atteindre 65 MT, a déclaré le président Vladimir Poutine lors d'une réunion avec des agriculteurs le 5 mars. L'Union des exportateurs de céréales a parlé des difficultés logistiques sur le chemin de fer, en particulier de l'augmentation de la durée de rotation des wagons. Le chef de l'État a rappelé que 85 % du trafic de marchandises en Russie se fait par voie ferrée. Il a donné des instructions aux agences chargées du transport ferroviaire afin de résoudre ce problème. L'un des principaux problèmes de la saison actuelle est le jeu agressif à la baisse sur les marchés boursiers. Les spéculateurs boursiers ne sont pas des négociants en grains, mais des institutions financières, des fonds spéculatifs, qui vendent agressivement des contrats à terme boursiers. En conséquence, le prix de la bourse baisse, suivi par le prix de l'offre réelle. L'ensemble du marché se concentre sur les prix fixés sur les bourses de Chicago et de Paris. À cet égard, il a rappelé la proposition de l'Union de créer une bourse des céréales des BRICS.

#### **Des quotas d'exportation supplémentaires seront bientôt introduits**

*Interfax- 05/03/2024.* Une décision sur un quota supplémentaire de 4 MT pour les exportations de céréales de la Russie en 2024 pourrait être prise dans les semaines à venir, a déclaré Eduard Zernin, président du conseil d'administration de l'Union des exportateurs de céréales. Le ministère de l'agriculture a déjà envoyé des documents pour approbation. Ainsi, le volume du quota, qui est introduit depuis le 15 février de cette année, devrait passer à 28 MT.

#### **La Lituanie va proposer à l'UE d'interdire les importations de céréales russes**

*Interfax- 05/03/2024.* Selon le président de la commission parlementaire des affaires des villages, Viktoras Prancketis, le parlement lituanien va demander l'interdiction des importations de céréales russes dans les pays de l'UE au niveau communautaire. La commission présentera immédiatement sa résolution au parlement, dont la session de printemps s'ouvrira le 10 mars. Certains hommes politiques lituaniens se sont prononcés en faveur d'une interdiction des importations de céréales russes au niveau national. Toutefois, le ministre de l'agriculture, Kestutis Navickas, a prévenu que Vilnius risquait ainsi de violer des accords internationaux. Il a rappelé que les traités sur les céréales sont conclus sur une base multilatérale.

#### **Les pays BRICS veulent créer une bourse aux céréales**

*Forbes.ru-15/03/2024.* Selon Eduard Zernin, président du conseil d'administration de l'Union des exportateurs de céréales, les communautés d'affaires des pays BRICS ont réagi positivement à l'idée de créer une bourse des céréales dans le cadre de cette association interétatique. La décision finale sera prise par les hommes politiques, qui détermineront également le pays d'enregistrement de la bourse et la monnaie de règlement. La première étape - la discussion conceptuelle au niveau national - a été franchie et le président russe Poutine a approuvé l'initiative. Les pays BRICS, qui sont d'importants participants au marché mondial des céréales, ne sont pas en mesure d'influencer pleinement les prix de produits agricoles essentiels pour leur sécurité alimentaire et leur économie, tels que le blé, l'orge et le maïs, dont les prix sont formés et parfois manipulés dans d'autres pays. Pour résoudre ce problème, il est proposé de créer une infrastructure unifiée de commerce et de compensation des BRICS, qui organiserait les échanges de céréales entre les entreprises des pays membres des BRICS.

#### **Les céréales russes entravent l'influence française en Algérie**

*Vz.ru-10/03/2024.* Selon la presse européenne, la France a de nouveau perdu son ancienne colonie d'Algérie en termes de marché céréalier, désormais occupé par la Russie. « Céréales : la Russie a chassé la France du trône et s'est imposée comme le premier fournisseur de l'Algérie », titre le site Internet de la publication analytique Econostrum. « En Algérie, la Russie est devenue le principal fournisseur de blé au terme des six premiers mois de la campagne 2023-2024... dépassant le chiffre de l'Union européenne, habituée à être le principal fournisseur des pays d'Afrique du Nord », reconnaît le Conseil pour les affaires économiques et financières (Ecofin) de l'UE, l'organe consultatif de l'UE. Selon la presse russe, l'une des raisons est l'action des fonctionnaires français eux-mêmes, qui ont modifié les spécifications des céréales et doublé la teneur autorisée en impuretés des céréales, la faisant passer de 0,5 à 1 %, ce qui n'a pas suscité l'enthousiasme des pays importateurs. La décision de l'Agence nationale de sécurité sanitaire française d'interdire la phosphine, un insecticide largement utilisé, a également jeté de l'huile sur le feu. Les autorités des pays d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie, Égypte) exigent la présence obligatoire d'un tel traitement. Dans le cas contraire, un navire chargé de céréales risque de ne pas être accepté. Le gouvernement français a fini par lever l'interdiction de la phosphine, mais le temps a été perdu. L'expert algérien Hisham Haddoum ne cache pas que « les préférences

économiques recourent les facteurs politiques» et l'Algérie craint que «la France utilise l'approvisionnement en céréales comme facteur de pression», alors que les relations amicales avec la Russie excluent ce point. Par ailleurs, le portail malien Maliactu a écrit : « La décision (d'augmenter les livraisons de céréales russes) a été prise pour diversifier les sources d'approvisionnement et garantir la sécurité alimentaire du pays. Les céréales russes sont non seulement moins chères que les céréales françaises, mais elles sont aussi de bonne qualité... La perte du marché algérien est un coup sensible pour la France... Cette situation risque d'affecter l'agriculture française et d'avoir des répercussions négatives sur l'économie française. Le fait que la Russie soit devenue le principal fournisseur de céréales de l'Algérie reflète un changement dans la nature des relations commerciales entre les deux pays. Il est possible que ce changement ait des implications géopolitiques et économiques importantes pour la région ». Une partie du marché algérien est occupée par les exportations de blé dur (également connu sous le nom latin de durum), un segment traditionnellement dominé par le Canada. La Russie interdit actuellement les exportations de blé dur, mais un des experts russes du marché céréalier pense qu'à l'avenir, l'Algérie « pourrait également commencer à acheter du blé dur à la Russie, à des prix nettement inférieurs à ceux du blé dur provenant du Canada ou des États-Unis ».

### **La Russie interdit à nouveau les exportations de colza**

*RG.ru-10/03/2024.* Le gouvernement a renouvelé l'interdiction d'exporter du colza jusqu'au 31 août 2024. La décision permettra d'assurer le chargement des entreprises nationales produisant de l'huile de colza, ainsi que de fournir à l'élevage les produits nécessaires à la transformation de cette culture oléagineuse. L'interdiction des exportations de colza a été imposée du 1er avril 2022 au 31 août 2022, puis prolongée à plusieurs reprises. Contrairement à l'huile de tournesol, l'huile de colza est peu consommée en Russie. Elle est principalement exportée. Ainsi, l'interdiction des exportations de colza permettra en outre de transformer entièrement le colza sur le territoire national et d'exporter des produits à haute valeur ajoutée.

### **L'Union céréalière : la faillite massive d'exploitations agricoles est probable**

*Business.ru-21/03/2024.* L'augmentation des coûts des composants de la production agricole au cours de la prochaine saison (à partir du 1er juillet 2024) peut entraîner la faillite des exploitations agricoles, dans certaines régions - une faillite massive, prédit le président de l'Union céréalière russe Arkady Zlochevsky. Dans les conditions de **prix très bas pour les céréales, de ventes non rentables, les risques de faire faillite sont énormes.** Du moins, dans de nombreuses régions où la situation est déplorable d'un point de vue économique. Et cela malgré le fait que les prix des carburants et des produits phytosanitaires ont légèrement baissé. Ces économies seront tout d'abord « englouties » par les **prix des semences, qui ont doublé au cours de l'année. Les quotas d'importation de semences sont particulièrement préoccupants.** La répartition des quotas pour les semences importées est faite parmi les nouvelles entreprises que personne ne connaît. De plus, maintenant à la frontière se sont accumulées des semences qui ont été importées avant l'introduction des quotas et des nouvelles règles, mais elles n'ont pas eu le temps d'être dédouanées. Et maintenant, ces lots de semences doivent être soit retournés, soit détruits.

### **Point sur les semences en Russie**

#### **Poutine qualifie de « talon d'Achille » la situation relative à l'importation de semences et de plants**

*Tass.ru-05/03/2024.* Lors d'une réunion avec des représentants du complexe agroalimentaire, en réponse à une proposition de Mark Gecht, associé gérant de Ruseed, de ne soutenir que les entreprises agricoles qui utilisent des semences locales plutôt qu'importées, M. Poutine a dit le suivant : « Bien sûr, nous voulons et devons vous soutenir, cela ne fait aucun doute. **C'est le talon d'Achille de notre agriculture. Tant que nous n'avons pas notre propre base, nous restons dépendants.** Et c'est l'une des principales clés technologiques. C'est pourquoi nous devons nous assurer que nous subvenons à nos besoins. La question est celle du rapport, de la quantité qu'il convient d'autoriser à importer afin d'obtenir les récoltes nécessaires. Et comment définir la dynamique du soutien de nos propres producteurs. Il doit y avoir un ratio ». Selon le président, les producteurs du pays devraient se rendre compte que les importations seront progressivement réduites, de sorte qu'ils pourraient passer en douceur à l'achat de produits russes. « Nos producteurs disposeront alors d'une base de matériaux de plus en plus importante pour leur propre production », a-t-il fait remarquer.

#### **Le ministère de l'agriculture a évalué les risques de pénurie de semences pour la saison des semis**

*Interfax-12/03/2024.* Les préparatifs de la campagne de semis se déroulent normalement, a déclaré le ministère de l'agriculture. Les agriculteurs ont préparé les semences de céréales et de légumineuses à hauteur de 99 % des besoins, le maïs - 53,9 %, le tournesol - 51,3 %, la betterave sucrière - 48,2 %. Pour la plupart des cultures, ces valeurs sont supérieures au niveau de la même période de l'année dernière. L'achat et la préparation des semences se poursuivent. Au moment des semailles, on s'attend à ce que

toutes les cultures soient approvisionnées à 100 %. **Par ailleurs, le coût des semences importées pour un certain nombre de cultures a récemment augmenté de manière significative en l'absence de raisons objectives. Le département surveille de près la situation sur le marché et, si nécessaire, enverra une demande au FAS (service antimonopole) pour violation de la législation antimonopole.** Dans le même temps, selon le ministère de l'agriculture, la dynamique des prix des variétés et hybrides nationaux, qui à bien des égards ne sont pas inférieurs aux semences sélectionnées à l'étranger, est beaucoup moins prononcée et reste dans les limites de l'inflation. Dans ce contexte, l'intérêt des agriculteurs pour les résultats de la sélection nationale n'a cessé de croître ces derniers temps. En conséquence, l'année dernière, **l'offre de semences importées de l'étranger a diminué de 31 %.**

#### **Les experts évaluent la situation des semences importées**

*Rg.ru-12/03/2024.* Les experts reconnaissent que, dans le contexte des restrictions imposées aux importations de semences en Russie, leurs importations posent aujourd'hui des problèmes. Toutefois, ils ne sont pas critiques. La hausse des prix à l'importation s'explique plutôt par l'excitation suscitée par l'introduction des restrictions : **tout le monde s'est précipité pour les acheter au cas où, à la veille de l'introduction des quotas.** L'importation de formes parentales pose également des difficultés. Mais un certain nombre d'entreprises étrangères ont pris soin de transférer leur production en Russie à l'avance. Certains cultivateurs pourraient être confrontés à des pénuries de certains types de semences ce qui s'explique principalement par le fait que les sélectionneurs nationaux ont besoin de temps pour renforcer leurs capacités et répondre à la demande du marché intérieur. **La situation la plus tendue concerne le tournesol, les pommes de terre et la betterave sucrière,** où la dépendance à l'égard des semences importées est la plus forte.

#### **L'agro-industrie fait un appel au Président sur les risques de réduction des rendements**

*Rg.ru-11/03/2024.* L'Union russe des céréales et l'Union des baies ont adressé un appel au président Poutine, lui demandant de prendre des mesures urgentes pour changer la pratique actuelle de régulation du marché des semences. Pour la première fois en 33 ans d'histoire du développement du complexe agroalimentaire russe basé sur le marché, la campagne de semis de printemps de cette année se déroule en l'absence d'un libre choix de semences et de matériel de plantation. Des règles sur la localisation de la production de semences et des quotas sur les importations de certains types de semences ont eu pour conséquence **qu'une part importante des livraisons de semences sous contrat n'est pas parvenue aux consommateurs, ce qui a entraîné des pénuries, des hausses de prix et des contrefaçons.** Par ailleurs, la question de l'importation des formes parentales des hybrides étrangers de leur production localisée sur le territoire russe n'a pas encore été réglée. Pour pouvoir les importer à temps pour l'automne et le printemps 2025, les entreprises étrangères doivent comprendre dès maintenant la décision de la Russie. Dans le cas contraire, ils ne seront ni produits ni livrés à la Russie cette année ou l'année prochaine. Cela risque d'entraîner une réduction ou une interruption complète des programmes déjà convenus pour la localisation de la production de semences dans le pays. **La situation actuelle de l'offre de semences de sélection étrangère a fortement augmenté les risques de baisse des rendements et, par conséquent, de hausse des coûts de production des produits agricoles.** Dans un contexte de **prix extrêmement bas, de nombreux producteurs sont au bord de la ruine.**

#### **Point sur le vin en Russie**

##### **Les douanes russes invitent les importateurs à accélérer le transfert de l'étiquetage de l'alcool en provenance de Lettonie**

*Tks.ru-15/02/2024.* Le service des douanes russes a recommandé d'accélérer le transfert de l'étiquetage de l'alcool importé avec des timbres d'accise vers le territoire de la Russie. Actuellement, l'alcool importé dans le pays est soumis à cette procédure en Lettonie. **Mais le transfert risque d'entraîner une augmentation des prix pouvant aller jusqu'à 30 %,** selon les entreprises. Jusqu'en 2021, la Russie a interdit l'importation de produits importés dans le pays sans timbres fédéraux spéciaux. Ces timbres étaient apposés soit par les producteurs étrangers eux-mêmes (principalement ceux dont les livraisons à la Russie étaient importantes et pour lesquels il était opportun d'installer ce type d'équipement), soit par des entrepôts partenaires dans l'UE, principalement en Lettonie. En raison de son infrastructure pratique et bien développée, ce pays est devenu un « centre d'exportation » pour l'alcool et le tabac, qui étaient réexportés vers d'autres États baltes et la Russie, ont souligné les analystes d'Euromonitor International. Depuis 2021, la Russie a lancé une expérience d'application de timbres fédéraux spéciaux déjà sur le territoire du pays. Initialement menée uniquement dans la région de Kaliningrad, elle a été étendue en 2022 à l'ensemble du pays et prolongée jusqu'au 1er mai 2024. Les principaux importateurs d'alcool invoquent un certain nombre de raisons pour expliquer pourquoi **il n'est pas facile de transférer intégralement l'application des timbres fédéraux spéciaux à la Russie.** La principale raison est **le manque de capacité d'entreposage spécialisée.** En Russie, le nombre d'organisations fournissant

le service d'apposition de cachets sur l'alcool importé et, par conséquent, la capacité des entrepôts spécialisés sont très limités, de sorte que le coût est supérieur de 20 à 30 % à celui de la Lettonie, où il existe tout un ensemble d'entrepôts. Il est impossible d'étendre ce processus instantanément, car il nécessite des investissements, notamment en informatique, et une intégration avec les tâches actuelles. Il est particulièrement difficile pour les grands fournisseurs, qui doivent coller jusqu'à dix camions, voire plus, par jour, de mettre en place un système d'estampillage en Russie.

### **Les producteurs russes de vins ont-ils besoin de mesures protectionnistes ?**

*Rg.ru-06/03/2024.* Le bruit sur l'embargo concernant les vins en provenance de pays de l'OTAN a couru après la publication dans les médias des projets de l'Association des viticulteurs et vinificateurs de Russie (AVVR) d'envoyer à la Douma d'État un certain nombre de propositions visant à protéger le marché russe du vin. **Les viticulteurs estiment que la dernière augmentation des droits (à partir du 1er août 2023) n'a pas fonctionné, que les importations augmentent** et que le taux devrait être multiplié par 10, passant de 20 % à 200 %. Un taux aussi élevé devrait affecter les vins des pays de l'OTAN. Les propositions comprennent également un quota de 20 % pour les vins russes destinés à la vente au détail, avec une augmentation à moyen terme à 50 % comme valeur cible, et un quota de 50 % pour HoReCa. Tout d'abord, il convient d'attendre un document officiel. Du moins, le texte de l'appel d'AVVR, qui n'a pas encore été publié. Ensuite, il faudra suivre l'examen des propositions de l'industrie par le comité de profil de la Douma d'État et par le gouvernement. Le processus d'examen prendra du temps. Par ailleurs, après le 17 mars, le gouvernement démissionnera et sera formé à nouveau. Le nouveau cabinet étudiera la proposition. Cela prendra également du temps. **La dernière fois, les viticulteurs avaient proposé d'augmenter les droits quatre fois - de 12,5 % à 50 %. Le résultat a été une augmentation de 7,5 %.** Et pas sur tous les vins, mais sur les "pays inamicaux". La nouvelle proposition pose d'ailleurs un problème. **En effet, des fournisseurs de vin aussi hostiles que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, par exemple, ne sont pas membres de l'OTAN, alors que la Turquie, plutôt amicale, est membre de l'OTAN.** Certains producteurs estiment que les mesures protectionnistes ne donneront probablement pas de bons résultats. Kira Efimova, fondatrice du projet viticole Le K2, propose d'accorder davantage de subventions aux fabricants d'équipements nationaux pour le secteur viticole. Elena Kurkova, directrice générale du Château de Talu, propose d'autoriser la publicité pour le vin, de permettre les ventes en ligne et de placer le vin local, aussi largement que possible dans les magasins.

### **Les exportations du vin par les pays de l'OTAN vers la Russie en 2023**

*Ria.ru-07/03/2024.* Sur les 31 États membres de l'OTAN, 19 ont exporté du vin vers la Russie en 2023 (873M USD). **La Lettonie, la Lituanie et l'Italie ont été en tête des expéditions de vin** vers la Russie, représentant **87 % de l'ensemble du vin de l'OTAN** arrivant en Russie. **Les Lettons** ont exporté pour près de **373 M USD de vin** en Russie, les Lituanais pour 212 M USD et les Italiens pour 172 M USD. Viennent ensuite la Pologne (42,2M USD), l'Espagne (28,3 M USD), l'Allemagne (20,3M USD) et le Portugal (12,7 M USD). **La France, qui a exporté pour 7,4 M USD de vin vers la Russie,** ainsi que l'Estonie - 1,7 M USD- et la Bulgarie - 1,6 M USD- complètent les dix premiers pays. Parmi les autres pays de l'alliance auxquels la Russie a acheté du vin l'année dernière, on trouve la Turquie (718 000 USD), la République tchèque (571 000 USD), la Grèce (530 000 USD), la Finlande (419 000 USD), la Hongrie (409 000 USD), la Macédoine du Nord (218 000 USD), ainsi que le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas avec des volumes d'approvisionnement allant jusqu'à 200 000 USD.

### **Loi signée sur la prolongation de l'expérience sur l'étiquetage de l'alcool importé**

*Alta.ru-27/03/2024.* Poutine a signé une loi qui prolonge de deux ans - jusqu'au 31 mai 2026 - l'expérience d'étiquetage de l'alcool importé avec des marques spéciales fédérales en Russie. Cette expérience se poursuit depuis le 1er juin 2022 et devait prendre fin le 31 mai 2024. L'essentiel de l'expérience réside dans le fait qu'auparavant, l'étiquetage de l'alcool importé n'était autorisé qu'avant l'importation sur le territoire russe dans les usines de fabrication ou les entrepôts, généralement situés dans les États baltes (Lituanie, Lettonie). Toutefois, en raison des sanctions et de la situation géopolitique, il existe un risque que des pays non-amicaux interdisent l'étiquetage de l'alcool provenant de leur territoire.

## **Point sur le petfood en Russie**

### **Mars et Nestlé Russie sont prêts à réduire les prix des aliments pour chats et chiens**

*Ria.ru-11/03/2024.* Le FAS (Service fédéral antimonopole) a reçu des plaintes concernant les prix élevés des aliments pour chats et chiens. Le FAS a analysé l'état de la concurrence sur ce marché. Les leaders de la production et de la vente de ces produits sont le groupe Mars et Nestlé Russia LLC. En 2023, leur part de marché était de 73,1 % des ventes totales d'aliments pour chats et chiens. À la suite des échanges avec l'agence, Mars LLC et Nestlé Russia LLC ont exprimé leur volonté de s'engager volontairement à offrir aux chaînes de magasins partenaires des remises allant jusqu'à 30 % sur une certaine gamme d'aliments pour chats et chiens.

## Point sur les engrais en Russie

### Principaux acheteurs d'engrais russes

*Ria.ru-21/03/2024.* Selon les données de la plateforme Comtrade des Nations unies et sur des statistiques ouvertes, le Brésil, l'Inde et les États-Unis sont devenus les plus gros acheteurs d'engrais russes jusqu'en 2023, achetant 18,5 MT, soit environ 60 % de toutes les exportations de la Russie. Le Brésil a importé 9,4 MT pour une valeur de près de 4 milliards USD (en 2022 - 8MT, et en 2021 -9,1 MT). L'Inde a importé des engrais en 2023, passant de 3,6 MT en 2022 et de 1,1 MT en 2021 à 4,8 MT en 2023. Les importations américaines ont également augmenté pour atteindre 4,3MT, contre 2,5 MT en 2022 et 3,8 MT en 2021. En termes de valeur, les importations indiennes de l'année dernière se sont élevées à 2,2 milliards USD, tandis que les importations américaines ont atteint 1,6 milliard USD. Le top 5 est complété par la Chine, dont les importations d'engrais en provenance de Russie ont atteint 2,1 MT pour 892 M USD, et l'Indonésie, avec des importations de 1,1 MT pour 481 M USD. Les dix premiers importateurs d'engrais russes à la fin de l'année dernière comprenaient également la Turquie (936 000 T pour 344,6 M USD), le Danemark (887 000 T pour 324 M USD), l'Allemagne (677 000 T pour 258,6 M USD), la France (676 500 T pour 238 M USD) et la Malaisie (623 000 T pour 242 M USD). La Russie aurait exporté des engrais vers 72 pays en 2023, soit un total de 32 MT pour une valeur de près de 14 milliards USD. C'est plus qu'en 2022, où les exportations avaient totalisé plus de 27 M USD pour une valeur de 20 milliards USD, mais moins qu'en 2021 - 32,3 MT pour une valeur de 13 milliards USD. Certains pays qui ne figurent pas parmi les principaux importateurs n'ont pas encore publié de données pour 2023.

### La production d'engrais en Russie a augmenté de 20 % en janvier

*Interfax-28/02/2024.* La production d'engrais minéraux en Russie en janvier 2024 a augmenté de près de 20% en glissement annuel pour atteindre 2,4 MT. La production d'engrais potassiques a augmenté de 63,5 % en glissement annuel pour atteindre 0,95 MT. La production d'engrais phosphatés en janvier était de 0,4 MT, en baisse de 2 % en glissement annuel. La production d'engrais azotés a augmenté de près de 4 % en glissement annuel et pour atteindre 1,1 MT en décembre. La production d'ammoniac en janvier était de 1,6 MT (+5% en glissement annuel).

### Le grand port de Saint-Petersbourg a interrompu le transbordement du nitrate d'ammonium

*Kommersant-21/03/2024.* Le Grand Port de Saint-Petersbourg, situé à l'intérieur de la ville, a cessé de manipuler des engrais en février, puis l'interdiction a été prolongée jusqu'en mars, à la suite d'attaques de drones, car le nitrate d'ammonium est potentiellement explosif. Le gouvernement de Saint-Petersbourg envisage de déplacer le transbordement des engrais en dehors des limites de la ville. Le port d'Ust-Luga est cité comme alternative, mais sa modernisation prendra du temps, si bien que les entreprises chimiques continuent d'acheminer une partie du nitrate produit vers des entrepôts. Le port perdra environ 3 M T de marchandises par an à cause de cette interdiction. **Cette situation est compliquée par le fait qu'il y a déjà une pénurie d'installations portuaires pour le transbordement d'engrais en Russie, et que celles qui existent sont déjà en sous capacité.**

## Danone retire de l'administration provisoire en vue de la vente

*Iz.ru-13/03/2024.* Selon le nouveau décret du Président publié le 13 mars les activités russes de Danone ont été retirées de l'administration provisoire de l'État, ce qui se fait sur fond de rumeurs de **vente prochaine à l'investisseur local**, notamment, à la société Vamin du Tatarstan qui serait liée à Yakub Zakriev, dirigeant provisoire de Danone, ministre tchétchène de l'agriculture.

Bloomberg estimerait qu'à en juger par l'esprit du nouveau décret, la Russie est prête pour une **désescalade dans le commerce international**. Comme le souligne l'agence, la décision d'arrêter la nationalisation de Danone a pris place dans une **série d'assouplissements pour les entreprises étrangères qui opèrent ou ont opéré en Russie** et qui sont prises dans des contre-sanctions. Plus récemment, le gouvernement a approuvé une procédure d'échange d'avoirs gelés entre brokers russes et étrangers, suivie maintenant par des assouplissements pour une marque spécifique. Selon les experts, toutes ces actions visent à **inciter l'Occident à prendre des mesures et des décisions similaires à l'encontre des entreprises russes en Europe.**

## La Russie : quatrième pays- exportateur de produits agroalimentaires

*Ria-05/03/2024.* La Russie est devenue le quatrième pays au monde en termes d'exportations d'agro-produits et **le premier pays au monde pour le blé**. Les recettes ont atteint 43,5 milliards USD pour les ventes sur le marché étranger. « Le pays n'a jamais eu de tels résultats dans le complexe agroalimentaire », a déclaré Poutine.

## Le ministère de l'agriculture propose d'interdire les exportations de sucre

*Interfax-12/03/2024.* Le ministère de l'agriculture a proposé d'interdire l'exportation de sucre de canne ou de betterave jusqu'au 31 août 2024. Le projet de décret correspondant a été publié. L'interdiction s'applique au sucre exporté depuis le territoire douanier de l'Union économique eurasiennne. Des exemptions sont prévues pour les expéditions de sucre dans le cadre de bilans indicatifs, d'aide humanitaire à des États étrangers, d'accords intergouvernementaux et d'expéditions en tant que fournitures. La mesure réglementaire proposée permettra de respecter pleinement les accords sur les livraisons de sucre aux partenaires de l'UEEA et d'assurer une situation stable sur le marché intérieur

## Soutien aux entreprises agroalimentaires de Belgorod

*Tass.ru-11/03/2024.* Le ministère de l'agriculture du gouvernement de la région de Belgorod commence à allouer 334 M RUB (3,4 M EUR) à 21 entreprises agricoles. Il s'agit de la première tranche des 1,8 milliard RUB (18 M EUR) que le gouvernement russe a transférés pour aider les entreprises agricoles de cette région qui ont souffert des frappes des forces armées ukrainiennes.

## Le Kazakhstan exporte du nitrate d'ammonium via le port de Batumi

*Forbes.kz-06/03/2024.* Une première cargaison de 3 000 T de nitrate d'ammonium kazakh a été expédiée du port d'Aktau au port de Hovsan en Azerbaïdjan et envoyée en transbordement au port de Batumi en Géorgie, pour être ensuite exportée vers les marchés mondiaux. L'expéditeur de l'engrais minéral est KazAzot JSC. D'ici à la fin de 2024, le fabricant prévoit d'assurer l'expédition de nitrate d'ammonium via la route de transport internationale transcaspienne jusqu'au port de Batumi, pour un volume de plus de 50 000 tonnes.

## Le marché céréalier du Kazakhstan se trouve dans une impasse

*Zol.ru- 20/03/2024.* Les exportateurs kazakhs qualifient la situation sur le marché des céréales comme difficile. Selon eux, les acheteurs traditionnels ont considérablement réduit leur demande. L'Ouzbékistan, le Tadjikistan et l'Afghanistan n'achètent pratiquement rien. Il est également difficile de les vendre en Chine, qui n'offre pas de bons prix. Les acteurs du marché s'attendent à une baisse des prix.

## Le Kazakhstan va étendre l'interdiction des importations de blé russe

*Tass.ru- 12/03/2024.* Le 10 avril 2023, le Kazakhstan a imposé une interdiction sur les importations de blé russe par voie routière. La raison en était le flux de marchandises de contrebande. L'interdiction a ensuite été prolongée en octobre 2023, ainsi que l'interdiction des importations par voie ferrée, avec des exceptions pour les élevages de volailles, les entreprises de meunerie et les silos agréés. Le mardi 12 mars 2024, la question de la prolongation de l'interdiction pour six mois supplémentaires a été examinée par une commission interministérielle du gouvernement du Kazakhstan. L'initiateur était le ministère de l'agriculture du Kazakhstan, qui craint une pression sur les prix du blé sur le marché intérieur si l'afflux incontrôlé reprend. En outre, le ministère de l'agriculture a proposé d'introduire une interdiction des livraisons par voie fluviale, ainsi que de renforcer les restrictions sur les livraisons par voie ferroviaire, en ne laissant des exceptions que pour les minoteries et les élevages de volaille, et en introduisant une interdiction des livraisons par voie ferroviaire aux silos agréés. Toutefois, l'Union céréalière du Kazakhstan et la Chambre nationale des entrepreneurs « Atameken » se sont opposées à cette proposition, car une telle décision limiterait la capacité des élevages de volaille et des minoteries qui opèrent par l'intermédiaire de silos partenaires à recevoir des céréales. Néanmoins, la Commission interministérielle a adopté le protocole et il est fort probable que les restrictions, sous une forme plus stricte, seront adoptées pour six mois supplémentaires, jusqu'en octobre 2024.

## Le Kazakhstan a importé près de 2 MT de blé russe en 2023

*Tass.ru- 15/03/2024.* Le ministère de l'agriculture du Kazakhstan a élaboré un projet de loi visant à interdire l'importation de blé par les transports routiers, fluviaux et ferroviaires. L'interdiction est fixée à six mois par décision de la Commission interdépartementale de la politique commerciale extérieure. L'interdiction d'importer du blé russe par la route a été introduite par le Kazakhstan le 10 avril 2023, puis prolongée pour la même période avec une interdiction d'importer par le rail. Les livraisons de blé aux minoteries et aux entreprises avicoles de la République du Kazakhstan, dont la liste est approuvée par le ministère de l'agriculture du Kazakhstan, resteront autorisées par chemin de fer. Tout le blé importé doit être utilisé pour les besoins propres des entreprises, sans qu'elles aient le droit de le

vendre sur les marchés nationaux ou étrangers. Comme l'explique le ministère de l'agriculture, la récolte brute de céréales au Kazakhstan en 2023 était de 17,1 MT, dont 12,1 M T de blé. Au 1er mars, les stocks de céréales s'élevaient à 11,5 MT. Ainsi, le marché intérieur dispose de stocks suffisants de céréales, tant pour l'alimentation humaine que pour l'alimentation animale. Par ailleurs, l'offre supplémentaire de céréales en provenance de la Russie se poursuit, ce qui entraîne une baisse de la demande sur le marché intérieur et une chute des prix. Selon le ministère, en 2023, les importations de blé en provenance de Russie se sont élevées à 1,9 MT, soit 31 % de plus qu'en 2022 (1,46 MT), dont 1,8 MT de blé tendre (en 2022 - 1,39 MT).

## Mesures visant à développer la production de semences au Kazakhstan

*Gov.kz-23/03/2024.* Un forum agro-industriel et un congrès sur la production de semences se sont tenus à Taraz dans le cadre de la réunion des ministres de l'agriculture des États membres de l'Organisation turque. L'État kazakhe fournit des subventions pour l'achat de semences originales et de semences d'élite, un soutien de l'État pour l'achat de machines de sélection et de production de semences et d'équipements de nettoyage des semences. Le ministre a rappelé qu'en 2023, la part de remboursement a été augmentée de 25 à 50 %. En outre, les semences subventionnées ne sont pas seulement produites au Kazakhstan, mais aussi achetées à l'étranger. Ainsi, l'année dernière, la part des semences d'élite est passée de 5,2 % à 7,1 %. Les mesures prises permettront de sélectionner les variétés et les hybrides les mieux adaptés à telle ou telle zone de la république au cours de deux ou trois années d'essais. Parallèlement aux essais, la commercialisation de ces variétés sera effectuée. Il en résultera des recommandations sur l'utilisation des variétés, qu'il faudra respecter scrupuleusement pour obtenir une récolte garantie. L'industrie semencière kazakhe atteindra ainsi un nouveau niveau, beaucoup plus élevé.

## Contrôle des prix à l'exportation des fruits et légumes en Ouzbékistan

*Lex.uz-29/02/2024.* Le récent décret du Cabinet des ministres N 107 du 29/02/2024 sur la réglementation des prix à l'exportation des fruits et légumes a inquiété les spécialistes du commerce des fruits et légumes en Ouzbékistan et les experts du secteur des fruits et légumes. Ils savent mieux que quiconque qu'un retour à l'utopie de la gestion manuelle des exportations créera de nouvelles opportunités de corruption, mais ne fera rien pour aider l'industrie. « Désormais, le gouvernement du pays fixera les prix recommandés à l'exportation pour les fruits et légumes, et si le prix réel de réalisation est inférieur de 20 % ou plus, il semble qu'il ne sera pas possible d'exporter les produits », estiment les analystes d'EastFruit. En outre, la liste des fruits et légumes qui relèvent du règlement n'est pas connue - elle sera approuvée d'ici le 1er mai 2024. Il est probable que la liste des prix soumis à la réglementation de l'État inclura toutes les principales positions d'exportation du pays. « Le gouvernement propose de mettre à jour les prix recommandés une fois par semaine, mais le mécanisme de leur détermination est prescrit de la manière la plus vague possible. En particulier, même les missions diplomatiques de l'Ouzbékistan à l'étranger seront impliquées dans la fixation des prix sur les marchés étrangers », s'étonnent les experts. Compte tenu des graves problèmes rencontrés par l'Ouzbékistan en matière d'exportation de fruits et légumes, il est illogique de compliquer la vie des exportateurs et de créer de nouvelles opportunités de corruption. Il est préférable de simplifier les possibilités d'exportation et de diversifier les sources d'approvisionnement en fruits et légumes de l'Ouzbékistan. L'Ouzbékistan a déjà cédé au Turkménistan sa place sur les marchés extérieurs des légumes de serre.

## Achat des semences certifiées en 2024 au Kirghizstan

*Agro.gov.kz-22/02/2024.* Afin d'assurer le développement durable de l'agriculture et d'augmenter la productivité des cultures au Kirghizstan, le Cabinet des ministres a décidé d'allouer des fonds pour l'achat de semences certifiées pour les semis de printemps en 2024. Cette décision vise à soutenir les producteurs agricoles et à stimuler la production de semences de haute qualité dans les fermes semencières. À ce jour, 10 contrats ont été signés avec des fermes semencières de la République pour les semis de printemps de 2024. Le volume de semences des cultures agricoles prioritaires s'est élevé à 2348,52 T. Parmi ces semences, on compte : blé de printemps - 608 T ; orge de printemps - 1724 T ; luzerne - 216,52 T.

## Production du biogaz dans le pays au Tadjikistan

*Sugdnews.com-18/03/2024.* Le 15 mars 2024, l'entreprise nationale Nexigol Mushovir et l'entreprise internationale Sistema.bio ont signé un accord de coopération, selon lequel, pour la première fois au Tadjikistan, sera introduite la technologie du bioréacteur pour la production de biogaz. En 2024, Nexigol Mushovir, dans le cadre du projet "Village Development through Market Relationships" (MDRD)

financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et mis en œuvre par ACIDI/VOCA, mènera des activités sur la "Promotion des bioréacteurs au Tadjikistan".

## Agenda : visites, visites de haut-niveau, conférences, séminaires, salons

### Les ministres de l'agriculture à l'Organisation des États turcs

*Gurk.kz-19/03/2024.* Dans le cadre de la réunion des ministres de l'Agriculture des États membres de l'Organisation des États turcs, le ministre de l'Agriculture du Kazakhstan, Aidarbek Saparov, a tenu un certain nombre de réunions bilatérales avec des collègues et des délégations étrangères. Ainsi, avec son homologue ouzbek, il a discuté de la mise en œuvre des points de la feuille de route signée lors de la visite de Kasym-Jomart Tokayev à Tachkent en 2022. Par ailleurs, les parties ont convenu de poursuivre les travaux sur les cultures communes dans les régions septentrionales du Kazakhstan. Saparov a proposé d'organiser des projets communs sur la transformation profonde des céréales sur le territoire de la république. La partie ouzbèke a proposé de créer des zones commerciales verte dans les régions frontalières pour le libre-échange des produits agricoles. Lors de la réunion avec la délégation du Kirghizstan, les questions relatives à l'augmentation des échanges mutuels de produits agricoles ont été discutées. Saparov a proposé de fournir des céréales et de la farine kazakhes.

### Mission commerciale russe de producteurs en Arménie

*Am.sputnik.ru-19/03/2024.* Les 26 et 27 mars, une mission commerciale de plus de 20 producteurs de denrées alimentaires se rendra à Erevan. En décembre 2023, l'Arménie est devenue le 13e pays où le Centre d'exportation russe a ouvert un bureau de représentation. La Russie exporte vers l'Arménie non seulement du gaz, des produits pétroliers et des céréales, mais aussi une large gamme de produits alimentaires finis (poisson et viande congelés, huile végétale et beurre, produits à base de farine, aliments pour animaux, médicaments, engrais, parfums). Les citoyens russes peuvent non seulement voyager en Arménie avec des passeports internes russes (*NDLR : équivalence de CNI*), mais les hommes d'affaires peuvent aussi les utiliser pour enregistrer des entreprises dans ce pays. En outre, les marchandises produites conformément aux normes en vigueur en Russie n'ont pas besoin d'être recertifiées en Arménie : les deux pays travaillent selon les réglementations techniques uniques de l'UEEA, qui couvrent 90 à 95 % de tous les types de marchandises. Le centre d'exportation russe facilite également les missions commerciales russes en Arménie.

### Coopération agricole entre l'Ouzbékistan et la Biélorussie

*Upl.uz-19/03/2024.* Le ministre de l'agriculture d'Ouzbékistan Ibrahim Abdurakhmanov a tenu une vidéoconférence avec le ministre de l'agriculture et de l'alimentation de Biélorussie Sergei Bartosh. Les parties ont notamment discuté de la mise en œuvre de projets de production et de transformation de volailles avec la participation de Servolux dans la région de Tachkent, de la production de produits laitiers par Savushkin Product LLC dans la région de Samarkand, ainsi que de l'organisation d'essais de variétés élites de pommes de terre de semence de sélection biélorusse et de l'introduction de la méthode in vitro.

## Revue réglementaire

Loi du 15/03/2024 N 613-R « 7 milliards de roubles pour augmenter les stocks de céréales dans le fonds d'intervention» [Документы - Правительство России \(government.ru\)](#)

Loi du 23/03/2024 N 57 FZ « L'expérience d'étiquetage de l'alcool importé avec des marques spéciales fédérales prolongée de deux ans » [57-fz.pdf \(alta.ru\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [WWW.TRESOR.ECONOMIE.GOUV.FR/TRESOR-INTERNATIONAL](http://WWW.TRESOR.ECONOMIE.GOUV.FR/TRESOR-INTERNATIONAL)

Responsable de la publication : Service économique régional de Moscou  
Rédaction : Service économique régional de Moscou

Pour s'abonner : [MOSCOU@DGTRESOR.GOUV.FR](mailto:MOSCOU@DGTRESOR.GOUV.FR)